

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SHNP - Sté Hypermarchés Normandie Picard

2 – 4, rue de la Coopérative
76120 LE GRAND-QUEVILLY

Références : UDRD.2022.12.R.14
Code AIOT : 0005801566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SHNP - Sté Hypermarchés Normandie Picardie implanté Centre commercial du Bois Cany Hypermarché HYPER U 76120 LE GRAND-QUEVILLY. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHNP - Sté Hypermarchés Normandie Picard
- Centre commercial du Bois Cany Hypermarché HYPER U 76120 LE GRAND-QUEVILLY
- Code AIOT : 0005801566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'exploitant exerce une activité de distribution de carburant par l'intermédiaire de 15 pompes sur ce site annexé au centre commercial Hyper U du Bois-Cany.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la conformité aux prescriptions visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} mars 2022 ;
- la levée des observations mentionnées lors de la précédente visite d'inspection, portant notamment sur les installations électriques, les risques liés à la foudre, les moyens de lutte contre l'incendie et la prévention des pollutions accidentelles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/11/2000, article 3.1.1	/	Sans objet
3	Stockages de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 15/11/2000, article 3.1.5	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12	/	Sans objet
5	Installations électriques et risques liés à la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/11/2000, article 4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société SHNP le 25 octobre 2022 afin de lever les non-conformités relevées le 09 décembre 2021 et reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er mars 2022.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la levée des non-conformités relatives à la rétention de l'aire de dépotage de liquides inflammables.

Toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er mars 2022 étant respectées, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever ladite mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Poste de chargement et de déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SHNP dont le siège social est situé sur la commune de GRAND-QUEVILLY est mise en demeure de respecter pour son site localisé au Centre Commercial du Bois Cany 76120 LE GRAND-QUEVILLY les dispositions : <ul style="list-style-type: none">• de l'article 3.1.3 et 3.1.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2000 en créant une zone de rétention du poste de dépotage des liquides inflammables permettant le traitement avant rejet dans le milieu naturel sous 6 mois ;
Constats : Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté l'achèvement des travaux d'étanchéité de la zone de dépotage des liquides inflammables, permettant ainsi le transfert d'un éventuel déversement accidentel sur l'aire de dépotage vers le séparateur d'hydrocarbures. La situation est donc régularisée sur ce point. Toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er mars 2022 étant respectées, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever ladite mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2000, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Présence d'une vanne de barrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 09 décembre 2021, l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur la présence d'un système d'isolement avec le milieu en cas de déversement accidentel de carburant au sein de son installation. Par courrier en date du 26 janvier 2022 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la fiche technique de son séparateur d'hydrocarbures, stipulant la présence d'un système d'obturation automatique inox avec flotteur. De plus, l'exploitant a précisé dans son dossier de demande d'autorisation, version 1 du 13 janvier 2000 : "[...] - les écoulements sont dirigés vers un caniveau relié à un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un dispositif d'obturation automatique [...]". L'exploitant a remis le jour de la visite à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets (BSD) relatif au pompage et nettoyage du séparateur d'hydrocarbures effectué le 21 mars 2022. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté le remplissage du séparateur d'hydrocarbures dont la prochaine opération de pompage et nettoyage est prévue le 28 octobre 2022 selon l'exploitant. L'inspection des installations classées est destinataire du BSD généré par cette opération par courrier électronique le jour même.
Observations : Au vu des quantités d'hydrocarbures présentes dans le séparateur d'hydrocarbures le jour de la visite et afin de préserver son rôle de rétention munie d'une obturation automatique, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à son curage 3 fois par an au lieu de 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockages de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2000, article 3.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs enterrés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes doivent respecter les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 22 juin 1998, notamment en ce qui concerne les contrôles d'étanchéité des cuves.</p> <p>Tous les produits de la station doivent être stockés en cuves enterrées à double enveloppe avec système de détection de fuite.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 09 décembre 2021, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des 5 cuves de liquides inflammables qui a eu lieu le 16 février 2021. Bien que sans non-conformités majeures relevées, l'inspection des installations classées demandait des précisions sur l'encrassement du liquide de détection du réservoir 5/6 (respectivement SP98 et Gasoil) soulevé par le rapport et sur le plan d'actions envisagé pour y répondre.</p> <p>Lors de la visite du 25 octobre 2022, objet du présent rapport, l'exploitant a présenté à l'inspection un bon de commande signé en date du 02 février 2022, sans toutefois que l'intervention du prestataire n'ait eu lieu. Ce liquide permet de détecter les fuites entre les doubles parois que composent les cuves enterrées. Bien que le liquide soit encrassé, il est à noter que le système de test pour la détection de fuite reste opérationnel et testé quotidiennement par l'exploitant.</p> <p>Le 1er novembre 2022, l'inspection des installations classées a reçu de l'exploitant le rapport d'intervention d'un sous-traitant ayant procédé au pompage de la double-paroi, au remplissage en glycol, au changement du bac tampon ainsi que du boîtier d'alarme.</p> <p>La dernière mise à l'épreuve des réservoirs et tuyauteries a eu lieu en décembre 2012.</p> <p>Les cuves enterrées et tuyauteries ayant été posées postérieurement au 22 juin 1998 et étant à double enveloppe (cf art. 14 de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 et art. 19 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008), le contrôle d'étanchéité n'est pas obligatoirement applicable à l'exploitant. Il est toutefois recommandé par l'inspection des installations classées.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à effectuer une épreuve acoustique par compartiment et a transmis à l'inspection des installations classées un devis signé avec bon pour accord.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : - de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars. [...] Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents peuvent être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente. Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les résultats de l'essai incendie réalisé sur les hydrants n°81 et 82 par les services de la métropole le 14 février 2022. Cet essai a permis de vérifier qu'un débit cumulé de 120 m³/h de ces deux hydrants peut être assuré. L'exploitant a également transmis à l'inspection des installations classées des attestations de bon fonctionnement des 15 systèmes d'extinction automatiques de la station de distribution de carburants, établies par un organisme agréé suite au contrôle des installations le 04 juillet 2022. Ces points n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques et risques liés à la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2000, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.</p> <p>Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, elle est distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.</p> <p>Les installations sont protégées contre les effets de la foudre, conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993 ainsi qu'à la norme NFC1700. Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.</p>
Constats : Au jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence effective d'un câble de liaison équipotentielle permettant la mise à la terre des poids lourds lors du dépotage ainsi que l'affichage de la procédure de dépotage mentionnant l'obligation d'utiliser ce câble durant le processus.
<p>Dans son courrier du 26 janvier 2022, l'exploitant a transmis un rapport d'intervention datant du 06 janvier 2022 levant les non-conformités électriques listées par le rapport de vérification des installations électrique du 29 décembre 2021. Celui-ci a déclaré par ailleurs avoir changé l'intégralité de son parc de distribution de carburant depuis lors.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ces points.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet